

## TERRITOIRE D'ISANGI: des millions investis, le développement introuvable

ISANGI TERRITORY: millions invested, development untraceable

Auteur 1 : Benjamin BEMBONGA Moganga

Auteur 2 : Trésor AGUBA Manzanga

Auteur 3 : Patrick MATATA Makalamba

**Benjamin BEMBONGA Moganga**, Chercheur en stratégies de survie et moyens d'existence, Faculté des sciences économiques de l'Université de Kisangani, RDC

**Trésor AGUBA Manzanga**, Expert de Cellule d'analyse des indicateurs de développement-Primature RDC,

**Patrick MATATA Makalamba**, Professeur, Faculté des Sciences économiques, Université de Kisangani, RDC,

**Déclaration de divulgation** : L'auteur n'a pas connaissance de quelconque financement qui pourrait affecter l'objectivité de cette étude.

**Conflit d'intérêts** : L'auteur ne signale aucun conflit d'intérêts.

**Pour citer cet article** : BEMBONGA B.M , AGUBA T.M & MATATA P.M (2023). « TERRITOIRE D'ISANGI: des millions investis, le développement introuvable », African Scientific Journal « Volume 03, Numéro 18 » pp: 735 –759.

Date de soumission : Mai 2023

Date de publication : Juin 2023



DOI : 10.5281/zenodo.8238416  
Copyright © 2023 – ASJ



## Résumé

Cette réflexion est une vue panoramique jetée sur le Territoire d'Isangi dans la Province de la Tshopo en République Démocratique du Congo qui, de par sa situation sur le fleuve Congo et ses ressources naturelles, est la destination prisée de la plupart des partenaires techniques et financiers intervenant dans le secteur de développement intégral. Pour de nombreuses raisons de plusieurs ordres, ces projets n'impactent pas le bien-être global dans le long terme

Pour présenter cette situation, la présente cogitation recourt à la méthode descriptive des aspects suivant : économie, projets de développement agricole, agriculture, sécurité alimentaire et nutrition ainsi que santé et éducation.

La disparition de la quasi-totalité des entreprises agricoles au fil du temps, créant ainsi le chômage à grande échelle à laquelle s'ajoutent plusieurs autres facteurs structurels et organisationnels présentent un tableau sombre de la situation socioéconomique : baisse de production, insécurité alimentaire, malnutrition, maladies, délabrement des infrastructures économiques, pauvreté, etc.

**Mots clés :** Projets de développement – sécurité alimentaire – Malnutrition – Production agricole – Territoire.

## **Abstract**

This reflection is a panoramic view thrown on the Territory of Isangi in the Province of Tshopo in the Democratic Republic of Congo which, due to its location on the Congo River and its natural resources, is the popular destination for most technical partners and financiers intervening in the integral development sector. For many reasons of several orders, these projects do not impact overall well-being in the long term.

To present this situation, the present cogitation resorts to the descriptive method of the following aspects: economy, agricultural development projects, agriculture, food security and nutrition as well as health and education.

The disappearance of almost all agricultural enterprises over time, thus creating large-scale unemployment to which are added several other structural and organizational factors present a bleak picture of the socio-economic situation: drop in production, food insecurity, malnutrition , diseases, dilapidated economic infrastructure, poverty, etc.

**Keywords:** Development projects – food security – Malnutrition – Agricultural production – Territory.

## Introduction

Le territoire d'Isangi peut être associé à l'image d'une piste d'atterrissage des projets de développement agricole, environnemental et de développement rural. Au cours de deux dernières décennies, il a hébergé le projet de réhabilitation de l'agriculture dans la Province Orientale (PRAPO), le projet de développement agricole de la Tshopo (PRODAT) et le programme intégré REDD+ Oriental (PIREDD-O), le projet FORETS dans la réserve de biosphère de Yangambi, et la liste est loin d'être exhaustive mais l'amélioration des conditions de vie de la population paraît, à ce jour, chimérique.

Pourtant le Territoire, à la suite de la Province de la Tshopo, a tout pour réussir le pari du développement social et économique au regard de ses forces et des opportunités qui s'offrent à lui.

Etant une entité agricole pour l'essentiel, l'existence de l'Institut National pour l'Étude et la Recherche Agronomiques (station de Yangambi), de l'Institut Facultaire Agronomique de Yangambi (IFA-Yangambi) et l'Université de Babeloza et d'autres structures d'enseignement agricole et environnemental constitue une opportunité pour une révolution agricole. Il est possible de concevoir et mettre en œuvre de recherches pluridisciplinaires combinant la technique, l'économique et le social, prenant en compte les progrès scientifiques ainsi que les savoirs locaux traditionnels (Mokonda Bonza, 2020).

En sus, l'organisation administrative et technique des services étatiques en appui au secteur agricole de niveau central jusqu'au niveau de secteur/chefferie en passant par la province et le territoire est une force indéniable pour le développement de l'agriculture, au sens large, et la promotion de la lutte contre la pauvreté rurale.

Sa situation au bord du fleuve Congo, sur le bief navigable moyen, qui facilite l'évacuation des productions agro-industrielles tant vers Kisangani (125 km en amont) que vers Kinshasa (+/- 1610 km en aval) par bateaux, baleinières et pirogues motorisées. Cette localisation lui offre des avantages comparatifs dans le choix de financement des projets et le place au centre de l'intérêt des investissements industriels.

Les principaux groupes de sols rencontrés dans la Tshopo appartiennent au groupe des sols tropicaux ferrallitiques riches en fer et en alumine. Les grands groupes dominants des sols sont des sols ferrugineux à cause d'une forte concentration en oxyde de fer qui leur donne la couleur rouge, la roche mère est de type granitique. Les plaines alluvionnaires avec sols sablo-limono-argileux sont rencontrés dans tous les 7 territoires. Ces sols, auxquels est associé

le climat équatorial du type Af., sont propices pour les spéculations végétales pratiquées, néanmoins, ils requièrent le recours aux techniques durables et améliorées pour le maintien de la fertilité (IPAGRI, 2021).

Isangi reste le Territoire ayant une densité de population la plus élevée de la province (51,8 hab/km<sup>2</sup>). La population totale y est relativement jeune dont environ 80% demeurent agricoles selon les critères d'activité et de revenu.

Une hydrographie abondante avec au-moins huit rivières, hormis le fleuve Congo, facilitant les flux intérieurs des personnes et des marchandises en sus de renfermer un potentiel énorme pour la pêche. La réserve de biosphère de Yangambi est un autre atout du Territoire, le constituant en enjeu international de lutte contre le changement climatique. Isangi est également connu pour sa diversité de bois dont certaines essences sont prisées sur le marché mondial, la flore et hissant le Territoire en potentielle destination touristique d'importance mondiale.

Le Gouvernement congolais et les organisations nationales et internationales, sur co-financement des partenaires techniques et financiers ont appuyé ou appuient encore plusieurs projets structurants de lutte contre la pauvreté.

Le tableau ci-haut peint permet le recensement des ingrédients nécessaires pour garantir de bonnes conditions de vie aux populations vivant dans ce coin de la Province de la Tshopo.

Paradoxalement, l'extrême pauvreté qui caractérise les populations dans ce territoire soulève une préoccupation : *Comment se présente la situation socioéconomique dans le territoire d'Isangi ?*

Cette réflexion se fixe comme objectif la description de la situation socioéconomique dans le territoire<sup>1</sup>.

Avant d'aborder cette question, la présente réflexion s'évertue à placer le Territoire d'Isangi dans la sphère de l'exécution et de l'impact des projets structurants et de l'économie provinciale & nationale. Ainsi, elle partira du tremplin constitué de plusieurs publications scientifiques, des rapports d'activités des projets, des analyses des PTF, des enquêtes smart, des rapports de monitoring des services publics, etc.

Hormis l'introduction et la conclusion, ce papier comporte cinq grandes sections : Economie, Projets de développement agricole, agriculture, sécurité alimentaire et nutrition, santé et éducation.

---

<sup>1</sup> Une deuxième phase est réservée à une autre publication et sera consacrée à une étude explicative de la pauvreté

## 1. L'ECONOMIE DU TERRITOIRE

A l'image du pays, le Territoire d'Isangi ressemble véritablement à un « *cimetière* ». Il y a des traces de l'existence de grandes activités de production agricole dans un passé proche mais pour des raisons d'ordre diverses, la majorité des entreprises implantées au territoire ont disparu.

A ce jour, l'unique grande entreprise de renom est la Busira Lomami du groupe BLATTNER ELWYN, active dans la culture et l'exploitation des palmeraies mais sans aucune initiative locale allant dans le sens du bénéfice des externalités au grand nombre. Des firmes multinationales y ont exploité dans les mêmes conditions et après leur disparition, les populations riveraines ont directement sombré dans la misère. Il s'agit de Socopla, Celco, Belgika, présentes dans l'huilerie et l'hévéa (CAID, 2018).

Ces investissements ont produit de bienfait positif sur l'emploi local en termes d'absorption de chômage et de l'accumulation de capital humain à travers un programme de formation professionnelle développé. En outre, les effets se sont étendus sur les infrastructures socioéconomiques locales (routes, usines, installations électriques, ...). Néanmoins, les effets bénéfiques ne sont pas allés au-delà de leur site d'exploitation faute d'extension de capacité productive sur de nouveaux sites ; moins d'actions allant dans le sens de la promotion du personnel local ; conflits d'intérêt entre les objectifs de la FMN et les objectifs nationaux et locaux ; les inégalités entretenues par cette firme ont entraîné la marginalisation et la pauvreté avec leur cohorte de corollaires : malnutrition, analphabétisme, délinquance, prostitution, etc (Bolingola Bossessilo, 2014).

Implantée à Imbolo, la Busira Lomami Orientale (BLO) exploite le palmier à huile pour une superficie totale de 4 283 hectares. La production annuelle est de 9 678 tonnes d'huile de palme brute.

La sucrerie de Lotokila, fruit de la coopération entre la Chine et la RDC alors Zaïre, était la troisième du pays après celles de Kwilu-Ngongo (Kongo Central) et Kiliba (Sud-Kivu). Elle employait 3 000 personnes et exploitait 3 000 ha avec une capacité de production de 71 000 tonnes de la canne à sucre utilisable par an. Le pillage de 1993 est à la base de la destruction de son usine et de ses infrastructures et à ce jour, toutes les activités de production sont aux arrêts et les décomptes finals des agents sont attendus depuis 2010.

La production pérenne s'est progressivement effritée depuis la décennie 1970 consécutivement à l'application de mauvaises mesures de politiques économiques (zaïrianisation), les crises et

instabilités politiques, les pillages, les guerres mais aussi l'absence des mécanismes de résilience suite aux chocs des marchés.

Près de 9 500 ha de plantations principalement d'hévéa et de palmier ont été abandonnées dans tout le territoire d'Isangi auxquels il sied d'ajouter les superficies des exploitations familiales faute de filières organisées et structurées.

Les activités économiques du Territoire d'Isangi sont dominées par les spéculations agricoles et la pêche. L'élevage, la chasse et l'artisanat n'interviennent que de manière marginale dans l'économie du territoire (Mokili Lilala, 2019).

Le mode de production agricole reste pour l'essentiel paysan à travers des unités de production familiale.

Tableau 1: superficies des plantations abandonnées

Plantations	Superficies
INERA	919
SOCOPLA	1 328
CELCO Bamboli	689
Mission Catholique Yanonge	35
Kangakola Ngongo	160
Bweta Sombo	160
Coopérative Topoke	580
Bloc de colonie	5 638

Source: CIPA, Territoire d'Isangi (2020)

Le délabrement des routes et l'enclavement des zones de production de rente ont découragé les planteurs. Cet état des choses a permis à la forêt de reprendre ses droits sur la plupart des plantations. A cela, il faut ajouter la trachéomycose, une peste qui a détruit des caféières à travers la RDC et les mécanismes de contingence de cette maladie de caféier se sont avérés inefficaces (IPAGRI-TSHOPO, 2021).

Selon le classement utile des cultures vivrières des ménages du territoire, la production est portée par les cultures de riz (75%) suivi de manioc (54%) tandis que le maïs et la banane restent des cultures tertiaires.

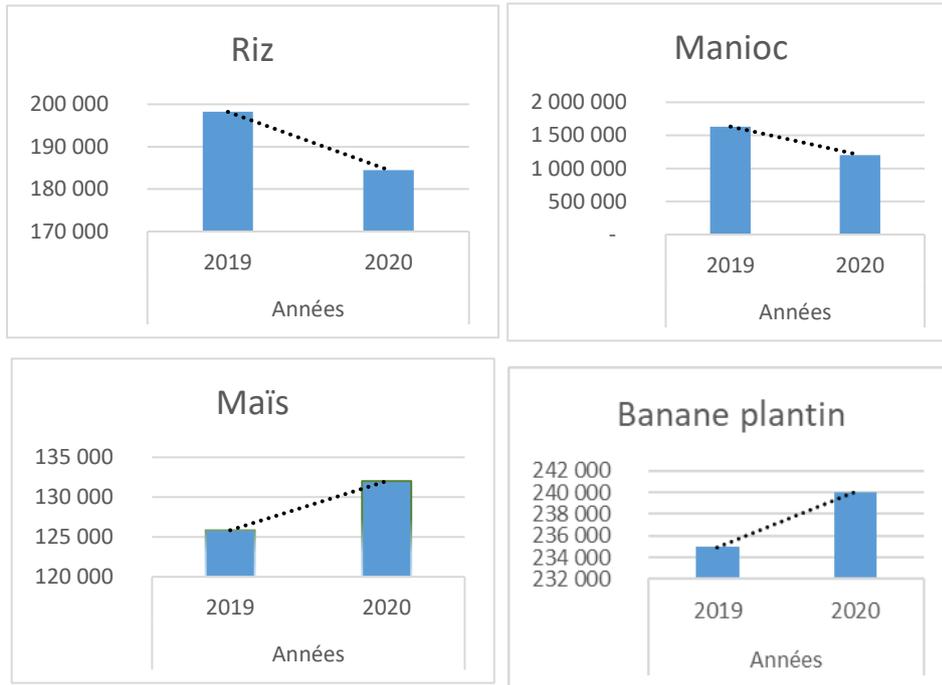
Le mode de production est paysan et la décision de produire est prise au sein l'unité de production familiale. En outre, en absence du système de salariat, la mutualisation de la force de travail à travers des tontines de services est plus pratiquée par les ménages agricoles sur toute la chaîne de production.

L'activité paysanne est caractérisée principalement par:

- ♣ la production vivrière itinérante sur défriche et brûlis sur forêt primaire et/ou secondaire suivant les disponibilités, sans intrants agricoles et en recourant à des techniques rudimentaires surannées;
- ♣ les plantations paysannes pérennes (palmier, hévéa, café et cacao) souvent abandonnées à cause de la quasi-inexistence d'opportunités de commercialisation et de débouchés ;
- ♣ le petit élevage caprin, porcine et aviaire en divagation ;
- ♣ la cueillette, notamment de régimes de noix de palme et d'autres fruits et feuilles de la forêt ;
- ♣ la transformation des produits primaires pour l'autoconsommation.

Il n'y a pas assez d'opérateurs économiques dans le territoire d'Isangi et la majorité est dans le commerce général avec des trafics sur les biefs navigables. Il s'agit principalement du commerce de produits agricoles et autres biens manufacturés de première nécessité pour les consommations des ménages. D'autres activités s'organisent autour du transport public sur le fleuve Congo et les rivières par baleinières ainsi que le commerce général des produits manufacturiers (CAID, 2021).

Figure 1 : Tendence de production de quatre spéculations de base (en Kg)

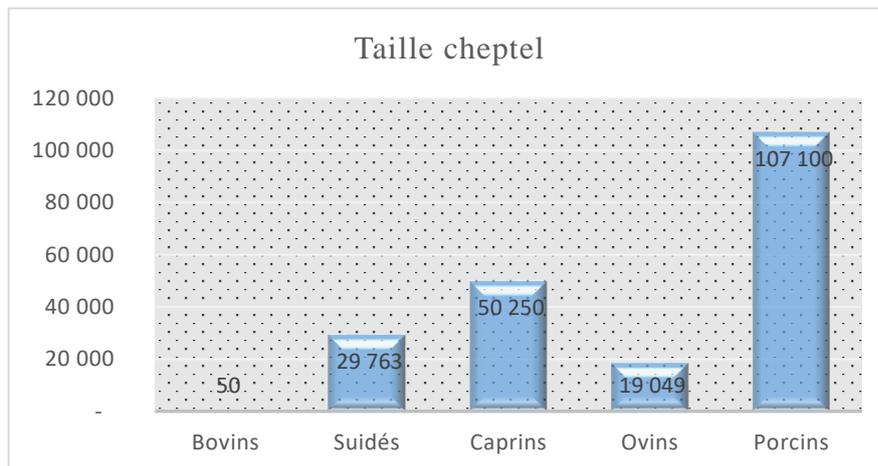


Entre 2019 et 2020, la production des cultures principales a évolué à la baisse, respectivement de -6,9% pour le riz et -26,3% pour le manioc. En revanche, celle des cultures tertiaires a augmenté de +4,9% et de 2,2% respectivement pour le maïs et le plantain.

Source : Base des données de SNSA 2020

Le Territoire d'Isangi compte aussi l'élevage de bovins, de suidés, de caprins, d'ovins, de porcins ainsi que de volailles.

Figure 2 : Production animale dans le Territoire d'Isangi (en tête)



Source: ITAPEL Tshopo cité par Mokili, 2019

Les ressources halieutiques du territoire d'Isangi sont caractérisées par une grande diversité d'espèces de poissons destinées à la consommation directe ou à la commercialisation

en frais, voire transformé. Il compte le plus grand nombre des pêcheurs (professionnels ou occasionnels) de la Province de la Tshopo du fait que la pêche constitue la principale activité des populations situées en périphérie du fleuve et de rivières.

Le territoire d'Isangi a un réseau dense de voies de communication combinant fleuve, routes et pistes rurales. Le fleuve Congo joue un rôle de poumon économique vital et permet les échanges avec Kisangani et d'autres parties de la RDC.

Le réseau routier est à un état d'abandon presque total ; plusieurs ponts sont défectueux, inexistantes ou montés à la sauvette par les paysans eux-mêmes ; quant aux bacs, reliant jadis quelques rives, ils sont remplacés par des radeaux ou des pirogues. Dans ces conditions, le transport, tant au niveau des collectivités rurales que sur les rares grands axes encore accessibles aux véhicules, est le plus souvent assuré par des bicyclettes et des motocycles (Mokili Lilala, 2019).

Les entreprises de télécommunication présentes dans le Territoire sont Vodacom, Orange et Airtel dont les taux de couverture sont respectivement de 40%, 30% et 20% avec la possibilité de fourniture des données internet dont les taux de couverture sont d'ordre de 20%, 20% et 10% (CAID, 2021).

On observe dans tout le territoire aucune représentation d'une banque commerciale ou institution de micro crédit et la majorité d'entreprises (307 sur 341) sont de catégorie D dont le nombre d'employés est inférieur à 10.

## **2. LES PROJETS DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**

Depuis 2008 à ce jour, le Territoire d'Isangi a bénéficié et continue de bénéficier des interventions des projets structurants de développement agricole & rural et de lutte contre les changements climatiques. La réserve de biosphère de Yangambi et l'Institut national de l'étude et de la recherche agronomiques (INERA) seraient parmi des éléments attractifs des financements du gouvernement congolais et des partenaires techniques et financiers.

D'autres secteurs, hormis ceux cités ci-haut, sont aussi concernés par ces financements. Il s'agit de santé, éducation, eau & assainissement, réhabilitation des routes, etc.

- ♣ De 2008 à 2013, les projets de développement agricole et rural suivant (agriculture et infrastructures rurales) avec les financements du FIDA pour le projet « Programme de Réhabilitation de l'Agriculture dans la Province Orientale (PRAPO) ; de la CTB pour les projets d'Appui au Secteur Semencier (ASS), Appui à la Multiplication et Production Végétale (AMPV) et PREPICO ; de la FAO DIMITRA avec le projet



Club d'Ecoute Communautaire (CEC). Ces projets se sont investis dans la formation, l'encadrement des populations, l'octroi des semences et des outils agricoles, la réhabilitation des pistes ainsi que leurs entretiens ;

- ♣ De 2008 à 2013, en développement intégral (agriculture, routes, santé, éducation, eau, finance...), il y a le PRAPO co-financé par le FIDA et le FBSA, le BDD et le PIDR pour la construction de latrines et l'implantation de points d'eau avec le programme national écoles et villages assainis appuyé par la Caritas Congo ;
- ♣ De 2010 à 2015, en environnement et protection des forêts, des actions ont été menées par les organisations telles qu'OCEAN avec le projet pilote REDD géographiquement intégré d'Isangi financé par la Banque Africaine de Développement (BAD).
- ♣ De 2016 à 2021, en environnement et protection des forêts avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), des actions ont été menées par les organisations telles que TropenBos International pour la mise en œuvre du « Programme Intégré REDD<sup>+</sup> Oriental » (PIREDD Oriental), financement de FONAREDD.
- ♣ De 2014 à 2021, Enabel à travers Edut, Prodat et Prodet avec le financement du Royaume de Belgique respectivement pour l'accompagnement et l'insertion professionnelle ; la relance durable du secteur agricole pour réduire le déficit alimentaire et la pauvreté ; et afin le désenclavement du territoire à travers les infrastructures de communication.
- ♣ De 2017 à 2021, Forests dans la formation, Recherche, Environnement dans la Tshopo.
- ♣ A partir de 2020, ADRA avec l'appui financier de l'Unicef pour la sécurité alimentaire et la réduction de la malnutrition.

L'objectif commun de ces différents partenaires étaient de lutter contre la pauvreté en milieu rural par l'amélioration du revenu, de la sécurité alimentaire et des conditions de vie des ménages ruraux, par des moyens d'existence durables, à travers des stratégies plus ou moins recoupées telles que :

- le développement des filières agricoles ;
- l'amélioration de l'accès aux marchés et aux bassins de production ;
- le renforcement des capacités d'autopromotion et de gestion des organisations de base ;
- l'intensification, la diversification et la meilleure valorisation de la production agricole, animale et halieutique ;

- l'amélioration de l'accès aux services sociaux de base : santé, éducation, nutrition et eau potable
- la gestion durable de ressources naturelles (Essentiel tiré de Mokili Lilala, 2019).

Dans le secteur de la santé, il y a des actions menées par l'organisation GOVA avec une caisse de solidarité pour la prise en charge des victimes de la maladie du sommeil, le projet DNDi (Drugs for Neglected Diseases initiative) sous couvert de la plateforme régionale de recherche clinique pour la lutte contre la maladie du sommeil, les activités de la Fondation Damien dans la prise en charge de la lèpre et de la tuberculose, les activités des organisations Médecins Sans Frontières et ALIMA, la CARITAS, etc.

Dans le secteur de l'éducation il y a l'évidence des actions d'assainissement du milieu scolaire réalisées par l'UNICEF en collaboration avec la CARITAS Isangi dans le cadre du programme Ecoles et Villages assainis.

De tous les territoires de la Province de la Tshopo, il sied de signaler qu'Isangi reste celui dont les secteurs vitaux sont les mieux appuyés par les PTF depuis 2008. Toutes choses égales par ailleurs, les effets et impacts de toutes les interventions énumérées ci-haut auraient accompagné les indicateurs sociaux dans le sens de l'amélioration : accroissement de production et de revenu agricole, réduction de la malnutrition, accroissement des flux de récoltes, augmentation du taux de pratique de l'agriculture durable, réduction de taux de morbidité et de mortalité infantile, augmentation de taux de scolarité et d'insertion professionnelle, etc. A en croire Mokili Lilala (2019), les projets agricoles réalisés dans le Territoire d'Isangi ont produit d'impact moins significatif sur le plan socio-économique et humain au niveau de ménages bénéficiaires, par conséquent ils n'ont presque pas contribué à réduire la pauvreté des ménages.

Les causes de cette contre-performance sont à situer à plusieurs niveaux. **Du côté des bénéficiaires**, on peut citer (1) *la faible implication locale qui ne permet pas le transfert des compétences afin de pérenniser les bénéfices des projets*, (2) *l'attentisme qui se manifeste par la capture des rentes* ; **et du côté des partenaires** (1) *les projets peu pertinents face aux attentes et à la complexité de la précarité socioéconomique* et (2) *une attention focalisée sur la performance managériale et moins sur des actions concrètes et efficaces*. **Du côté de l'Etat**, on trouve (1) *la faible implication dans la redynamisation des cadres de concertation existants* et (2) *l'absence de suivi des activités des partenaires*.

### 3. AGRICULTURE

Le potentiel agricole du territoire d'Isangi n'est plus à démontrer mais il n'est autosuffisant qu'à 51% pourtant considéré comme le grenier de la province Tshopo. A la lumière du pays, ce potentiel est faiblement exploité. Les analyses réalisées pendant les états généraux de l'agriculture et de nutrition en 2019 qui ont abouti à l'élaboration d'un plan provincial d'investissement agricole de la Tshopo, a conduit à identifier les forces & faiblesses ainsi que les opportunités & menaces du secteur. L'un des problèmes majeurs est celui de la gouvernance avec comme conséquence la faible production et productivité, entraînant ainsi à l'insécurité alimentaire, la pauvreté de plus de 70 % de ménages de la province ainsi que le sous-développement de la province (Gouvernement provincial Tshopo, 2019).

Hormis ce problème structurel, la production est affectée par plusieurs chocs : (i) le attaques répétées des cultures et perturbation du calendrier agricole affectent le rendement à l'hectare pour les cultures vivrières de base; (ii) à l'infestations de chenilles légionnaires d'automne font la destruction de maïs avec des pertes envoisinant 55%; (iii) aux maladies des animaux (peste porcine africaine et pseudo peste aviaire) décimant les porcs et la volaille avec un choc sur les moyens d'existence durables des ménages. A ceci s'ajoute l'inconstance du calendrier agricole et les inondations répétitives.

En effet, les enquêtes PAM-EFSA (Août 2021) ont montré que les ménages du territoire d'Isangi sont victimes des attaques de chenilles légionnaires, des criquets pèlerins (12%), des épizooties (7%), des attaques des cultures par les animaux sauvages (36%), des pillages des récoltes/vol de bétail (7%).

Le manioc reste la culture la plus pratiquée par les ménages agricoles du territoire (74%), suivi de riz (54%) et de banane plantain (20%). La superficie moyenne emblavée est de 1,22 ha par ménage agricole mais l'offre alimentaire reste toujours inférieure à la demande avec comme conséquence le choc des prix des aliments et l'amenuisement du pouvoir d'achat.

Tableau n°1 : Bassins de production agricole

<b>Bassins de production</b>	<b>Activités économiques</b>
<b>Isangi Sud</b>	Riz, Manioc, Palmier à huile
<b>Baluolambila, Bolomboki</b>	huile
<b>Isangi Ouest</b>	Manioc, Riz, Maïs, niébé,
<b>Bambelota, Lokombé, Luété, Kombé, Liutua, cité d'Isangi, Yawembe</b>	Arachide Palmier à huile, Petit élevage, Pêche artisanale.
<b>Isangi Est</b>	Riz, Plantain, Manioc,
<b>Yalidikamboso, Yalihila, Yalikandja, Yawembe</b>	Arachide, niébé, Petit élevage, Pêche artisanale.
<b>Isangi Nord</b>	Manioc, Riz, Maïs,
<b>Turumbu, Yaokandja</b>	Palmier à huile, Petit élevage

*Source : Mokili, 2019*

Selon l'analyse projetée du premier trimestre 2023, la production restera invariable face à une population sans cesse croissante. Chaque jour, le déficit alimentaire local se creuse pendant que le territoire doit aussi répondre à une demande de Kisangani et de Kinshasa. La hausse permanente des prix au lieu de production et aux lieux de consommation sont envisageables suivie d'une cohorte des problèmes sur les plans économique, sanitaire, social, nutritionnel, etc. Entre 2019 et 2020, les récoltes de manioc et de riz ont respectivement baissé de 6,7% et 26,3% pourtant ce sont des produits de base de la consommation alimentaire du milieu. Par contre, la production de maïs est accrue de 4,9% et celle de Banane plantain de 2,2% essentiellement destinées aux marchés. Ce tableau de production alimentaire comparé à l'accroissement annuel démographique pose un sérieux problème à la sécurité alimentaire et à la nutrition. La situation de la sécurité alimentaire reste préoccupante dans la zone d'Isangi. Au moins trois ménages sur dix vivent dans une famine sévère et la classification IPC sécurité alimentaire place ce territoire en situation d'urgence<sup>2</sup> (Bulletin IPC Secal, 20ème cycle 2021).

Parmi les facteurs contributifs, le délabrement des voies de communication routière reste plus déterminant. En effet, à ce jour, aucune route n'est praticable et la seule voie actuellement

<sup>2</sup> Cet aspect sera développé dans la section suivante.

utilisée est le fleuve en partant de l'ex cité d'Isangi à Kisangani via Yangambi, Yalikombo et Yanonge. Bref, 94% des routes territoriales, sur un total de 780 km, sont en très mauvais état. Les difficultés d'évacuation des récoltes causant ainsi le rétrécissement des marchés locaux est un élément démotivant pour les producteurs car les coûts d'opportunité sont exorbitants.

Cet état des choses pousse à se poser mille et une questions sur la pertinence des projets de développement agricole et rural exécutés depuis 13 ans dans ce territoire ; mais aussi la déliquescence ou la quasi-inexistence de l'Etat dans ce secteur aussi vital qu'est l'agriculture. A la suite de William Eaterly (2013), « les gens répondent aux incitations ; tout le reste est littérature ». Pourquoi ces projets, déjà exécutés ou en cours d'exécution, n'impactent-ils la croissance agricole et la pauvreté ?

Mokili Lilala (2019), ayant la même préoccupation, a prouvé que les objectifs, les activités et les cibles de certains projets étaient trop ambitieux par rapport à l'étendue géographique de la zone d'intervention sans tenir compte des paramètres tels que l'inflation, le degré de dégradation des routes et d'enclavement, et surtout de sous-estimation de facteurs coût d'opérations et de prix des produits. En plus, les activités ne se réalisaient que dans des zones facilement accessibles avec comme conséquence le télescopage de projets développant parfois et souvent l'esprit de gratuité et d'attentisme au sein de bénéficiaires affectant ainsi négativement l'impact et la durabilité des projets agricoles. En somme, ces unités de développement ne sont que partiellement pertinents face aux attentes énormes des bénéficiaires et à la complexité de forte précarité socio-économique des populations riveraines.

**Plusieurs entraves structurelles, associées aux causes ci-haut, inhibent les efforts saupoudrés parfois de façon malencontreuse à travers des projets qui engloutissent des millions de dollars américains sans un résultat structurant durable.** Les interventions des PTF s'inscrivent dans une logique de « *feu de paille* » sans une réelle appropriation par les bénéficiaires. Cela s'accompagne par une insuffisance de l'encadrement des cultivateurs, d'infrastructures de stockage, de conservation et de transformations des produits agricoles mais aussi de l'insuffisance d'intrants agricoles.

Le désenclavement du territoire par la réhabilitation des routes de desserte agricole souffre de « *syndrome des assistés* ». Il nous revient de cogiter une fois de plus sur le statut des routes pour les congolais qui pensent toujours que la route est un bien de l'Etat et ses partenaires et qu'il leur revient d'y veiller et de les entretenir.

La pluviométrie de la province couplée à la nonchalance des services d'entretien routier à gérer les nids de poule avant de devenir des bourbiers sont les principaux facteurs contributifs à l'enclavement de tous les territoires de la Tshopo entravant la répartition de production sur l'espace national ou provincial.

L'Etat congolais ne relaie pas les PTF à la fin de leurs interventions dans le cadre des projets limités dans le temps auquel on ajoute l'appréhension de la pérennité par les populations riveraines empêchent l'appropriation des actions menées. Il est observé une amélioration de 0,8% de l'accès de ménages bénéficiaires aux soins de santé, de 1,2% de l'éducation des enfants, de 6,5% de cadres de vie, de 3,3% de la sécurité alimentaire avec une réduction du taux d'insuffisance pondérale des enfants de 6 à 59 mois de 5,5%. Durant la période d'observation, le revenu des ménages a progressé contrefactuellement de 63,2 \$US, allant de 273 \$US à 346 \$US<sup>3</sup>.

#### 4. SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

La situation de la sécurité alimentaire reste préoccupante dans le territoire d'Isangi. Au moins trois ménages sur dix vivent dans une famine sévère. Les résultats des évaluations de la sécurité alimentaire en situation d'urgence (PAM-EFSA, 2021), renseignent 57% des ménages avec un score de consommation alimentaire limite et pauvre, 23, 7% avec une faible diversification, et 48% dans une échelle de faim correspondante à la crise et urgence. En dépit de ce tableau, seulement 12,9% ont recouru à des stratégies non conventionnelles (IPC-ISS, 2021).

La situation précaire de la production alimentaire décrite (*supra*) corrèle avec l'état nutritionnel. En effet, la sécurité alimentaire est basée sur ses quatre piliers : disponibilité, accès et utilisation des aliments ainsi que la stabilité des approvisionnements. La classification IPC des phases de la malnutrition aiguë classe les zones de santé du territoire dans la phase sérieuse pendant que celle de IPC insécurité alimentaire les classe dans la phase 2 c'est-à-dire en crise alimentaire.

Description des piliers et résultats de la sécurité alimentaire et nutritionnelle

##### ♣ Description des piliers de la sécurité alimentaire à Isangi

###### ○ Disponibilité alimentaire

La disponibilité alimentaire est expliquée d'une part par le volume de production locale des aliments dans une zone bien déterminée et d'autre part par le stock des biens alimentaires sur

---

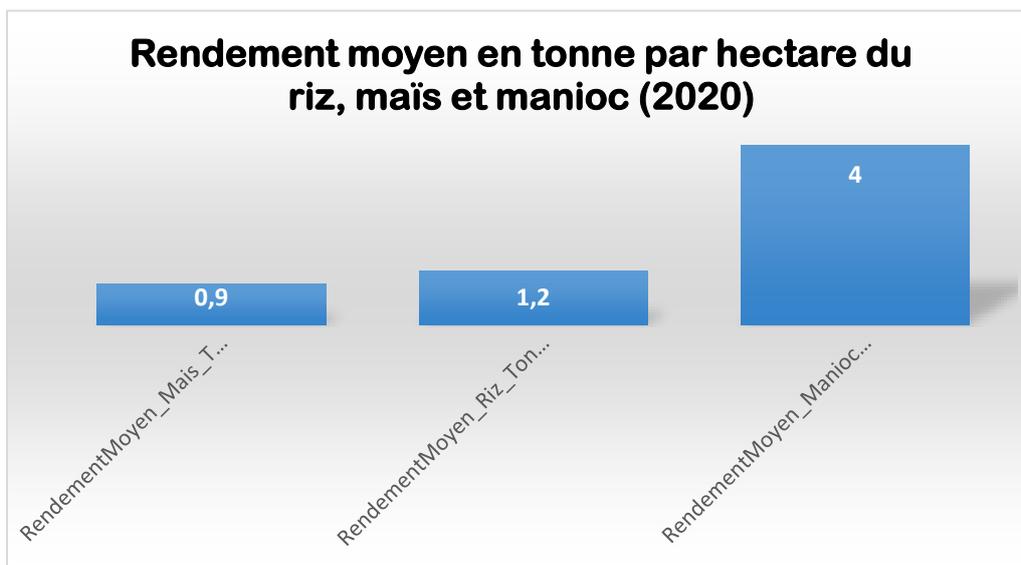
<sup>3</sup> Il faut mentionner que ces indicateurs ont été observés avant l'avènement de la pandémie au corona virus en 2010 et qu'à ce jour, ils se seraient dégradés suite à la crise économique induite.

le marché des biens et services. Ce deuxième volet met un pont avec le pilier disponibilité en conformité avec la loi de l'offre et de la demande (FAO, 2011).

Globalement la production agricole ne couvre pas l'ensemble de besoin vivrier domestique (CAID-PAM 2018), ce qui fait que le pays recourt à des importations dans le but de combler le déficit local. Plusieurs facteurs sont mis en exergue pour essayer d'expliquer ce paradoxe, au vu des diverses potentielles de la région. La gouvernance agricole en est la cause principale (Mokili, 2019), en plus des maux conjoncturels que connaît la zone.

Il est reconnu à la zone la survenance des événements perturbateurs des cycles agricoles, qui malheureusement, devant une dormance des politiques appropriées en termes de réponses, ne cessent d'accroître la vulnérabilité des ménages des producteurs. Il s'agit notamment des inondations à répétition, des invasions des insectes ravageurs des cultures et l'inconstance quasi permanente du calendrier agricole en plus des maladies des plantes ; affectant ainsi le rendement à l'hectare pour les cultures vivrières.

Figure n° 3 : Rendement moyen des produits agricoles de base (tonne)



*Source : nos analyses/base des données d'évaluation de la production agricole IPAGRI-CAID 2020*

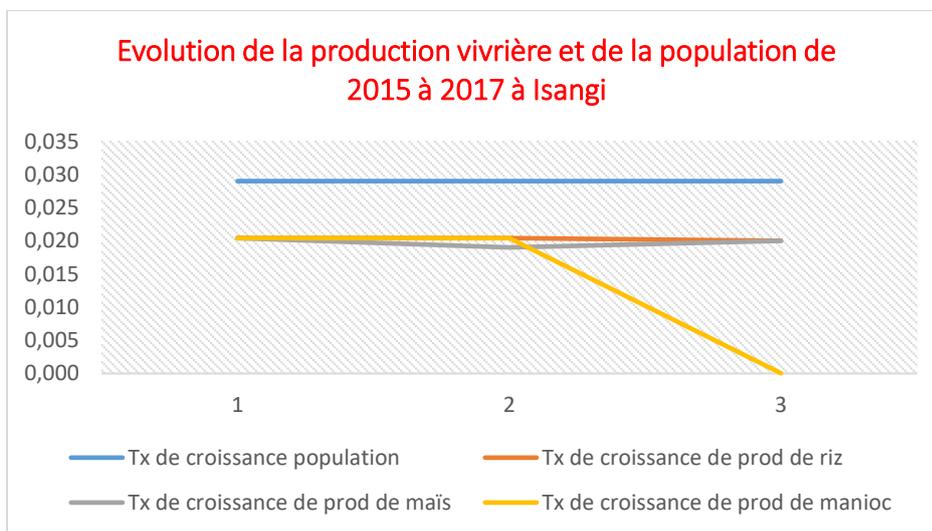
Les ménages agricoles du territoire d'Isangi pratiquent les cultures associées. De ce fait, le riz est associé au maïs et au manioc en vue de garantir la période de soudure post récolte du riz. Le riz est une culture prioritaire, plus destinée au marché suivi du maïs. Par contre le manioc est plus destiné à la consommation.

Le déficit vivrier est ainsi perceptible dans la zone avec une période de soudure fortement marquée. Le rendement par hectare reste faible suite aux techniques culturales surannées, au

manque d'équipements et semences de qualité. Cet état de choses ruine la productivité du secteur et expose les ménages à une insécurité alimentaire prononcée. Pour Stéphanie TREILLET (2011) ; la dépendance alimentaire des économies est aujourd'hui perçue comme une des principales caractéristiques du sous-développement.

Cette dépendance est autant tributaire du niveau de vulnérabilité du secteur dans le contexte du sous-développement, qui amplifie le déficit sommairement identifié. La seconde considération est plus pratique, basée sur le fait, notamment l'évolution de la production vivrière, ainsi que le taux de croissance de la population du territoire comme l'illustre le graphique ci-dessous.

Figure n° 4 : Croissance agricole versus production vivrière dans le Territoire d'Isangi (%)



Source : Nos analyses, données IPAGRI 2018 (production), INS 2020 (tableau de population)

Le taux de croissance démographique est de 3% l'an selon les informations recueillies à l'Institut national de la statistique. Cet accroissement positif de la population, conséquemment de la quantité de la main d'œuvre, aurait un effet positif sur le volume de production en prenant en compte l'utilisation des actifs agricoles supplémentaires. S'appuyant sur les analyses classiques, la productivité marginale serait fonction de dérivation d'un ou de plusieurs facteurs de production, dont les mieux identifiés restent les unités de travail actif et le capital physique, Marc Raffinot (2015).

Les évidences illustrent par contre une crise dans le sens de MALTHUS. Le taux de croissance moyen de la production vivrière est de 2% l'an pour le riz et le maïs entre 2015 et 2017 et celui de manioc de - 2% entre 2016 et 2017. Cette problématique pourrait expliquer le déficit de la disponibilité alimentaire et influencer sur l'accès aux ménages à une alimentation copieuse. L'on note à cet effet, le recours aux services écosystémiques notamment par la cueillette, la pêche et le ramassage des produits forestiers non ligneux disponibles dans la zone dans le but de soutenir

la survie des ménages particulièrement pendant la soudure. Cette situation renforce la vulnérabilité des ménages.

La configuration écosystémique de la zone, les perturbations saisonnières quasi permanentes dans la région influent aussi sur ce déficit de productivité agricole, notamment par les chocs anthropiques et naturels. L'agriculture itinérante sur brûlis pratiquée par les ménages agricoles est un des déterminants de dégradation de sol. Les inondations à répétition dans la région, les attaques des insectes ravageurs des cultures ainsi que l'inconstance de calendrier agricole sont répertoriés comme des facteurs qui occasionnent la baisse de la productivité vivrière (FAO, 2011).

- Accès aux aliments

L'accès alimentaire est le second pilier de la sécurité alimentaire. Il s'étend sur deux volets qui sont l'accès physique et l'accès financier (Manuel IPC V 3.0). L'accès physique se rapporte à la chaîne de valeur alimentaire et aux infrastructures adéquates et nécessaires, notamment les routes et voies de communication, les marchés fonctionnels et intégrés, les dépôts et entrepôts, des centres de négoce des biens alimentaires. Le volet financier de l'accès rime avec le revenu réel dont disposent les ménages et l'évolution des prix des biens alimentaires sur le marché.

Selon le rapport de l'étude du bilan alimentaire réalisé en 2018 (CAID-MINAGRI), le problème est plus du côté de l'accès que de la disponibilité alimentaire dans la province de la Tshopo, comme dans l'ensemble du pays. L'insuffisance et la dégradation des infrastructures existantes, rendent la zone peu accessible ;  $\frac{3}{4}$  des aires de production, communément appelés bassins de production ne sont accessibles que par vélo et à pied.

Le potentiel naturel né de la jonction fleuve-rivière-terre ne profite pas suffisamment aux populations à cause de manque des infrastructures adéquates. L'axe routier reliant le chef-lieu du territoire à la ville de Kisangani, principal centre urbain, très délabré ; rares sont les sites de stockage construits par différents partenaires techniques et financiers dont la coopération technique belge (enabel). Ces facteurs étranglent le circuit de distribution et de stockage des biens alimentaires dans la zone et renforcent ainsi le déficit de l'offre alimentaire.

Le deuxième volet de l'accès est une suite-conséquence du premier volet ci-haut décrit, qui débouche sur une offre insuffisante des biens alimentaires sur le marché en plus du marquage particulier des périodes de soudure. Selon le bulletin mkengela<sup>4</sup> de la CAID, entre 2017 et 2020,

---

<sup>4</sup> <https://www.caid.cd/index.php/publications/mkengela/> : Mkengela est le bulletin périodique de suivi de prix des biens alimentaires à partir des téléphones mobiles. Les bulletins sont produits par la CAID (cellule d'analyse

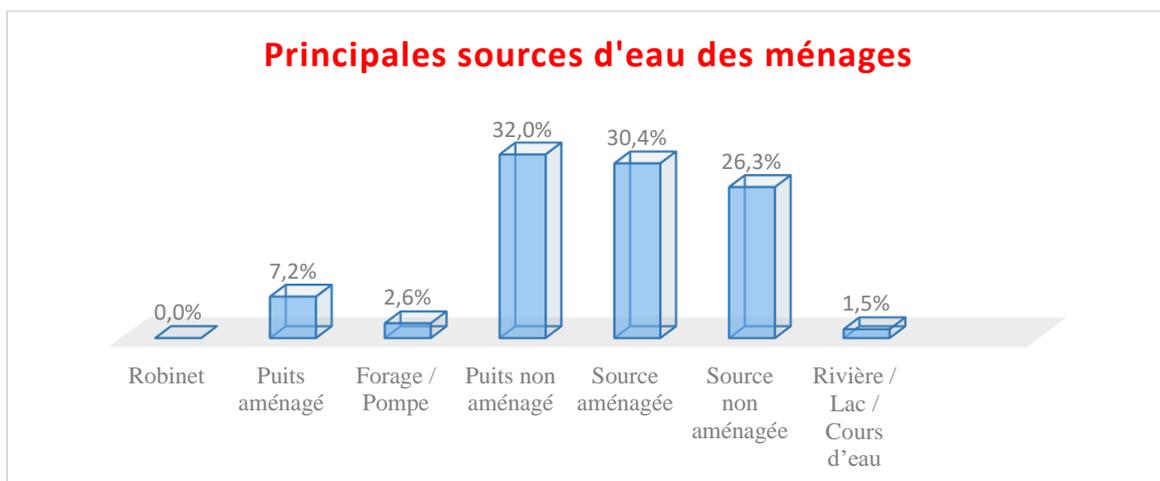
les prix des biens alimentaires sont restés instables dans la zone avec une évolution moyenne à la hausse pour les céréales (+13%), l'huile de palme (+9.5%). On enregistre par moment la rareté de certaines denrées telles que le sucre, le haricot, l'huile végétale dont les prix suivent régulièrement une tendance haussière. Cette hausse généralisée des prix, toutes choses restant égales par ailleurs, affecte la sécurité alimentaire des ménages vivant dans un contexte d'explosion démographique.

○ Pratique alimentaire et accès à l'eau potable

Les notions d'éducation alimentaire font partie intégrante de l'évaluation de la sécurité alimentaire. Elles s'articulent autour des connaissances des pratiques alimentaires favorables à une bonne nutrition, autrement, la bonne utilisation de gamme alimentaire disponible au niveau des ménages. Subséquemment, elles sont associées aux notions d'hygiène alimentaire et de l'environnement en plus de question d'accès à une bonne eau de boisson pour le ménage.

Selon les enquêtes EFSA (Évaluation de la sécurité alimentaire en situation d'urgence) 2021, les ménages consomment l'eau du fleuve et d'autres cours d'eau du territoire par manque de fourniture d'eau potable. Il n'existe de station de la REGIDESO dans le territoire d'Isangi (CAID, 2018), et l'on compte quelques forages et sources aménagées dans le cadre du projet du gouvernement « village assaini » avec l'appui de l'UNICEF.

Figure n°5 : Principales sources d'eau des ménages du Territoire



Source : Nos analyses/base des données EFSA 2021

des indicateurs de développement de la primature) avec l'appui technique et financier du programme alimentaire mondial, PAM.

○ Stabilité

La pauvreté qui sévit dans le territoire est le facteur le plus déterminant de la stabilité. La majorité des ménages vit à la limite des moyens de subsistance, ce qui constitue un facteur d'exposition aux chocs de diverse nature. L'incidence de la pauvreté est respectivement de 74,7% et 56,2% en parité de pouvoir d'achat en 2020 aux seuils respectifs de 1,90\$ et 1,25\$ par personne par jour. L'indice de développement humain au niveau de la province est de 0,474, inférieur à la moyenne nationale (0,480) en 2019, RNDH (2019).

Cette situation affecte les conditions de vie des populations en général vivant dans cette zone vulnérable aux chocs, particulièrement naturels. Pour les quinze dernières années, il a été constaté des inondations à répétition suivies de flambée et prolifération des maladies hydriques ; les apparitions régulières des insectes ravageurs des cultures ; comme l'inconstance de calendrier saisonnier.

♣ Résultats de la sécurité alimentaire dans la zone et nutritionnelle

L'analyse détaillée des piliers de la sécurité alimentaire corrobore avec le résultat à court terme de la situation alimentaire et nutritionnel. L'on peut noter 43% des enfants de moins de cinq ans souffrant de la malnutrition chronique ou retard de croissance (EDS, 2018), et selon l'annuaire statistique de l'Institut national de la statistique (INS, 2020) la situation n'a pas évalué, au contraire s'est dégradée entre 2015 et 2019.

Le score de consommation alimentaire est pauvre et limite, correspondant à une crise et l'urgence alimentaire dépasse la barre de 50% (CAID 2019, PAM 2020) et l'indice réduit de stratégie de survie basée sur le moyen d'existence est critique pour plus de 40% des ménages de la zone. Selon les EFSA, la situation s'est empirée en 2021. Les analyses de la sécurité alimentaire et moyens d'existence durables selon l'approche internationale du cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire renseignent que 92 116 personnes, soit 15% de la population de la région de Isangi sont insécurité alimentaire.

## 5. SANTE ET EDUCATION

A la suite du pays et de la Province, le système de santé dans le Territoire d'Isangi est déliquescence. Les structures de santé disposent des infrastructures à majorité obsolètes avec un taux d'utilisation des services curatifs d'environ 45% en 2020. Ceci se justifie par la dégradation des infrastructures de communication et la pauvreté.

L'organisation du secteur de santé est caractérisée par 4 zones de santé, 4 hôpitaux de référence et 83 centres de santé. Les différentes zones de Santé disposent d'Infrastructures en majorité

inadéquates et 71 % sont en pisé. Ce territoire accuse une sérieuse carence en équipements de santé pour des interventions d'urgence dans le territoire : il y a seulement 4 ambulances qui fonctionnent rarement suite au manque des frais de fonctionnement et la dégradation de route (CAID, 2018).

Globalement, les taux de vaccination contre la poliomyélite, la rougeole, la tuberculose et le tétanos sont largement acceptables. Ils varient entre 89 et 117% en moyenne et la raison est à trouver dans l'arsenal d'accompagnement des partenaires techniques financiers traditionnels dont OMS, MSF, Unicef, GAVI, GVT Central, etc. (Rapport Revue annuelle PEV, 2020).

Plusieurs maladies tueuses sévissent encore dans le territoire et le nombre de cas recensés est encore plus élevé : 273 103 cas pour le paludisme, 22 551 cas pour la diarrhée, et 3 272 cas pour la rougeole. On y trouve aussi 7 658 cas de la malnutrition aigüe générale et 99 cas de la maladie du sommeil (Données épidémiologiques Ministère de santé, 2020).

Malgré une légère baisse des cas des diarrhées entre 2019 et 2020, la détérioration de la qualité de l'eau de boisson suite aux inondations à répétition reste la cause principale.

Le taux de référence à l'hôpital général de référence cumulé de la Province reste l'un des faibles au niveau national (2,6%) mais aussi avec un faible taux d'occupation de lit (58,7%) en 2020. Plusieurs facteurs explicatifs sont à la base de cette situation mais plus spécifiquement en 2020, la pandémie au corona virus, a poussé les ménages à réduire la fréquentation des structures sanitaires soit par crainte d'être testé positif au covid ou soit par manque des moyens financiers<sup>5</sup>.

Dans ce territoire, l'on rencontre un Institut National d'Etudes et de Recherches Agronomiques (INERA) de Yangambi et 14 organisations non gouvernementales (ONG) des différents secteurs activités, à savoir : (i) la protection de l'environnement ; (ii) l'agriculture ; (iii) la santé; (iv) les actions humanitaires ; (v) l'éducation et les infrastructures.

Il s'y observe une faible fréquentation aux études supérieures et universitaires pour des raisons évidentes : faible pouvoir d'achat et penchant pour les activités commerciales ou à revenu immédiat (pêche, transport, etc.).

Environ 634 écoles sont recensées dont 428 écoles primaires et 206 écoles secondaires. Un peu plus de 39% d'elles fonctionnent sans latrines ou avec latrines hors usage.

---

<sup>5</sup> Le recours à l'automédication étant devenu important. Il sied de savoir qu'avec le covid 19, des appuis financiers et techniques à de nombreux programmes de soutien sanitaire ont été suspendus ou réduits au strict minimum reléguant au second plan la prise en charge des malades souffrant de VIH/Sida, diabète, hypertension, etc.



Le système éducatif est confronté à plusieurs contraintes dont (1) le mauvais état ou la dégradation des infrastructures, (2) la sous qualification du personnel enseignant au secondaire, (3) l'inégalité dans la répartition des infrastructures scolaires par rapport à la concentration de population et (4) le manque des frais de fonctionnement nonobstant la déclaration des mesures de la gratuité de l'éducation de base.

## Conclusion

En paraphrasant Ngozi Okonjo-Iweala, l'« agriculture est l'un des secteurs créateurs d'emploi. Elle est trois fois plus efficace pour éradiquer la pauvreté que n'importe quel autre secteur ». Le choix du secteur agricole et rural par les partenaires au développement pour réduire la pauvreté dans le Territoire d'Isangi n'est pas fortuit. Les interventions des partenaires ciblent les bassins de production avec une visée que l'impact atteigne les autres parties du Territoire non bénéficiaires directs.

A ce jour, les indicateurs socioéconomiques ne montrent pas des signes d'amélioration substantielle des conditions de vie, questionnant même la pertinence des interventions des PTF. La masse monétaire, estimée à plusieurs dizaines de millions de dollars américains, injectée dans les projets en 15 ans devraient, toutes choses égales par ailleurs, entraîner une révolution agricole, une augmentation de revenu et une relance économique. Cependant, le Territoire d'Isangi reste plus fragile et vulnérable.

Les causes préliminaires de cet état de choses sont à situer d'abord dans la gouvernance étatique. En effet, l'Etat, à travers ses services, devrait reprendre le flambeau d'encadrement des agriculteurs, d'organisation des marchés et de maintien des infrastructures de communication. Mais, la déliquescence qui la caractérise depuis la décennie 1990 a encore de beaux jours devant elle. L'engagement pris à Maputo en 2004 d'octroyer au-moins 10% des ressources budgétaires nationales au secteur agricole a du plomb dans l'aile. Par conséquent, les interventions des projets ne s'inscrivent pas dans un plan développement de long terme.

Ensuite le caractère non inclusif des interventions des PTF occasionne la non appropriation des projets par leurs bénéficiaires ne permet pas la pérennisation des acquis. Bref ces interventions ne sont que le feu de paille.

L'attentisme et le moindre effort caractérisent malheureusement les zones d'interventions des partenaires au développement dont les actions ne sont inscrites que dans le court ou moyen terme.

## **BIBLIOGRAPHIE**

- Bolingola Bossessilo** (2014), Investissement direct étranger en République Démocratique du Congo. Une analyse de la contribution d'Unilever et de Feronia au développement socioéconomique de Basoko, Isangi et Yahuma, Thèse en sciences économiques, FSEG, Université de Kisangani, inédit
- Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID)** – Primature et Ministère de l'agriculture RDC (2018), Rapport de la campagne agricole
- Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID)** – Primature/ RDC et Programme alimentaire mondial (2019), Rapport enquêtes sécurité alimentaire et nutritionnelle
- Cellule d'analyse des indicateurs de développement (CAID)** – Primature/ RDC (2021), fiche d'identité du territoire d'Isangi
- Conseil interprofessionnel pour la promotion de l'agriculture-CIPA (2020) Territoire Isangi, Rapport d'activités**
- Eaterly W.** (2013), Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? Nouveaux Horizon, 4<sup>e</sup> tirage
- FAO** (2011), La situation mondiale de l'alimentation et l'agriculture 2010-2011, <https://www.fao.org/3/i2050f/i2050f00.htm>
- FAO** (2021), analyse de la vulnérabilité des ménages, Rapport annuel
- Gouvernement province-Province de la Tshopo (2019)**, Plan provincial d'investissement agricole
- Inspection provinciale de l'agriculture-IPAGRI Tshopo** (2021), Rapport annuel
- Institut national de la statistique RDC (2020)**, **Annuaire statistique**, <https://ins.cd/2022/03/25/rdc-annuaire-statistique-2019/>
- Ministère de la santé/province de la Tshopo (2020)**, Revue annuelle
- Ministère du plan (2018)**, Enquêtes démographique et de santé (EDS), Rapport
- Mokili Lilala** (2019), Recherche des facteurs déterminants et prédictifs de l'efficacité des interventions des projets agricoles en milieu rural. Cas du Territoire d'Isangi, R.D.Congo, Thèse en économie agricole, Université de Kisangani, inédit
- Mokonda Bonza, F** (Sous presse), économie rurale générale
- Programme alimentaire mondial-EFSA (2020)**, évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans la province de la Tshopo, Rapport final



**Programme alimentaire mondial-EFSA (2021)**, évaluation approfondie de la sécurité alimentaire en situation d'urgence dans la province de la Tshopo, Rapport final

**Programme élargi de vaccination PEV Tshopo (2020), Rapport revue annuelle**

**Raffinot M.** (2015), Économie du développement, DUNOD

**Service National de Statistique Agricole -SNSA Tshopo** (2021), Rapport annuel

**Système de l'information de l'IPC Sécurité alimentaire (2020),**

<http://iss.ipcinfo.org/fr/cd/login>

**Système de l'information de l'IPC Sécurité alimentaire (2021),**

<http://iss.ipcinfo.org/fr/cd/login>

**Treillet S.** (2011), économie du développement Économie du développement, ARMAND COLIN 3<sup>e</sup> édition